

Analyse de Nicolas SAVERYS, CEO d'Exmar

Les effets du boom du gaz de schiste aux Etats-Unis sur les marchés de l'énergie

Nicolas Saverys, CEO d'Exmar, un acteur essentiel dans le transport mondial de gaz liquide et le développement de projets innovants d'infrastructure gazière, a fait le point récemment sur les effets du boom du gaz de schiste aux Etats-Unis sur les marchés de l'énergie à l'occasion d'un déjeuner organisé par le Royal International Club Château Sainte-Anne à Bruxelles et Jean-François van Houtte, administrateur délégué d'Arthès.

De 2005 à 2014, la production de gaz pauvre (dry gas) a augmenté de 44%, celle du gaz naturel liquide (GNL) de 72%, celle du pétrole brut (crude oil) de 65%, celle de l'éthane de 60% et celle du gaz de pétrole liquéfié (LPG) de 95%.

Ces chiffres impressionnants sont l'aboutissement des technologies d'extraction du gaz de schiste qui permettent de forer horizontalement souvent à plus de 2.500 mètres en profondeur en injectant à haute pression un mélange d'eau, de sable et de produits chimiques pour fracturer la roche et libérer le gaz.

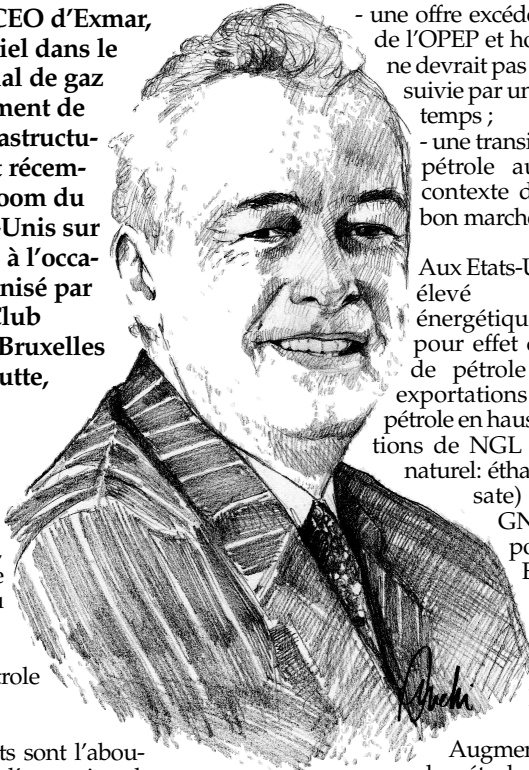
La productivité continue à être améliorée en utilisant des additifs comme le propane ou de nouveaux détergents qui augmentent l'efficacité de la fracturation et en forant plusieurs puits au départ de la même rampe de forage.

Ces technologies améliorées:

- permettent la production de gaz à faible coût ;
- ont compensé la baisse de production de gaz venant des puits de gaz conventionnels ;
- ont stimulé la production de GNL à un rythme plus rapide que prévu, grâce à de nombreux champs riches ;
- ont généré un formidable développement de la chaîne logistique dans son ensemble ;
- permettent de forer moins de puits grâce à une production plus importante par forage ;
- stimuleront le forage de gaz de schiste dans le reste du monde où les réserves sont estimées à plus de 10 fois celles des Etats-Unis.

Les effets mondiaux sur les marchés de l'énergie sont:

- des prix de gaz bas, dus à l'offre excédentaire de gaz aux Etats-Unis et au ralentissement de l'économie mondiale ;



- une offre excédentaire de pétrole de l'OPEP et hors de l'OPEP qui ne devrait pas durer et qui serait suivie par une hausse au fil du temps ;
- une transition mondiale du pétrole au gaz dans un contexte de prix d'énergie bon marché.

Aux Etats-Unis, le degré plus élevé d'indépendance énergétique et politique a pour effet des importations de pétrole en baisse, des exportations des dérivés du pétrole en hausse et des exportations de NGL (liquides de gaz naturel: éthane, LPG, condensate) et, dès 2016, de GNL. Ainsi que la possibilité pour les Etats-Unis de peser dans les tarifications du gaz face à la Russie et au Moyen-Orient.

Augmenter la production de pétrole pour compenser des réductions des prix ou pour décourager les Etats-Unis de produire plus de gaz de schiste n'est pas viable à long terme, compte tenu de la situation difficile dans laquelle se trouvent déjà certains pays producteurs de pétrole (Russie, Venezuela...)

Aux Etats-Unis, on prévoit une expansion extraordinaire des investissements d'infrastructure (usines pétrochimiques, réutilisation des terminaux méthaniers et expansion des terminaux maritimes de gaz en particulier dans le golfe du Mexique, pipelines, etc):

- un retour à la production d'ammoniac ;
- des projets d'exportation de GNL (100 millions de tonnes d'exportations par voie maritime, à partir de 2016) ;
- une augmentation record d'exportations de LPG hors des Etats-Unis qui a déjà redessiné le marché du transport de LPG ;
- l'émergence de nouveaux marchés de transport tels que celui de l'éthane qui sera transporté à bord de navires spécialisés et construits sur mesure (Ethane Gas Carriers) de Marcus Hook, Pennsylvanie vers l'Europe ;
- vu la hausse de la production de produits pétrochimiques, il se pourrait bien que les Etats-Unis deviennent en quelques années un exportateur net de gaz pétrochimiques (éthylène, propylène, C4, VCM) ;
- le passage du charbon au gaz pour la production d'électricité.

Tout ceci a déjà causé des modifications prononcées dans les marchés de fret de gaz (structure, investissement, nouvelles routes par voie maritime, etc).

Le GNL est en surabondance: il y a aujourd'hui plus de projets de GNL en volume que le volume total de commerce en GNL et suite à la chute du prix du pétrole, quelques projets ont été annulés. Il faudrait maximiser les exportations et réduire les importations par pipeline ainsi qu'exporter plus de gaz au Mexique, idéalement plus de 2 bcf/jour. Le Department of Energy (DOE) et la Federal Energy Regulatory Commission (FERC) ont approuvé l'exportation de 10 bcf/jour dans les cinq prochaines années.

Le LPG connaît un boom des exportations qui se traduit par:

- une expansion record de la capacité des terminaux et des exportations qui atteignent 15 millions de tonnes (face à un commerce maritime total de 76 millions de tonnes, fin 2014) ;
- des taux de fret record pour les VLGC (Very Large Gas Carriers) ;
- un carnet de commandes record des VLGC: 86 navires en commande à comparer avec une flotte existante de 172 navires (soit 50%).

Il s'agit d'un cycle maritime prononcé mais typique qui conduit à de grandes variations dans les prévisions à l'exportation des Etats-Unis.

En conclusion, la révolution du gaz de schiste a conduit à une abondance de gaz bon marché, avec de profondes implications aux Etats-Unis:

- une hausse de la compétitivité ;
- moins d'importations et plus d'exportations de gaz par voie maritime ;
- un degré plus élevé d'indépendance énergétique qui se traduit en plus par une capacité d'affecter les marchés mondiaux de l'énergie par le prix, les volumes,

les choix politiques, etc. ;

- des fondements économiques solides (des améliorations de la productivité continuent à être atteintes) qui font de la production du gaz de schiste un dossier solide...même en considérant l'effondrement actuel des prix du pétrole et du gaz.

Les marchés de transport maritime de gaz ont déjà été redessinés:

- il existe une longue liste de projets d'exportation de LNG aux Etats-Unis qui ne pourra jamais se matérialiser complètement ;
- il existe une augmentation record d'exportations de LPG aux Etats-Unis qui engendre un carnet de commandes énorme de VLGC ;
- de nouveaux marchés (p.ex. l'éthane) émergent qui demandent des solutions sur mesure propres au secteur maritime ;
- il est crucial d'avoir une connaissance approfondie du comportement du marché.

EXMAR EN BREF

Siège social	Anvers
En Europe	Londres, Paris, Luxembourg, Chypre
En Amérique	Houston, Bogota, Buenos Aires
En Asie	Singapour, Shanghai, Hong Kong, Mumbai
En Afrique	Luanda
Employés	340
Navigants	1400
Revenus 2014	384,5 mn EUR
Capitalisation boursière	560 mn EUR
Activités	GNL: 2 méthaniers, 4 FSRU (Floating Storage & Regasification Unit), 1 barge de regazification, 2 FLNG (Floating Liquefaction of Natural Gas) en construction LPG: positionnement de niche en transport de LPG, ammoniac (15% du transport mondial) et gaz chimiques avec une flotte de 34 navires dont 8 en construction (1 VLGC ou Very Large Gas Carrier, 23 navires Midsize (25,000 à 40,000 m ³) et 10 navires pressurisés (3,500 à 5,000 m ³) Offshore: 3 flôtes en propriété, développement de FPSO (Floating Production, Storage and Offloading), de FSO (Floating Storage and Offloading), de plateformes semi-submersibles et flôtes Gestion de flotte propre et pour compte de tiers (shipping et offshore), conception & ingénierie, courtage d'assurances (Belgibo) EXM.BR
Autres activités	
Euronext Brussels	
LEXIQUE	
bcf	milliard de pieds cube par jour pour convertir en m ³ , tonnes, etc www.extension.iastate.edu/agdm/wholefarm/html/c6-89.html
FLNG	Floating Liquefaction of Natural Gas
flôtel	barge d'accommodation
FPSO	Floating Production, Storage and Offloading
FSO	Floating Storage and Offloading
FSRU	Floating Storage & Regasification Unit
GNL	gaz naturel liquide, LNG en anglais
LPG	gaz de pétrole liquéfié, GPL en France, LPG à Luxembourg et en Belgique
NGL	liquides de gaz naturel (éthane, LPG, condensate...)
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
VCM	vinyl chloride monomer, VCM or chloroethene
VLGC	Very Large Gas Carrier

The Draft Law on the New Simplified Limited Liability Company: A New Vehicle for Start-ups

By Hugues HENAFF and Guilhem BECVORT, ATOZ*

On 2 February 2015, the draft law introducing the Simplified Limited Liability Company in Luxembourg (société à responsabilité limitée simplifiée) was published⁽¹⁾. This new type of Limited Liability Company is specially tailored for Start-ups. This article provides an overview of the main features of this new vehicle.

Introduction

Luxembourg has many corporate forms commonly used in commercial activities. Among these corporate forms, one of the most commonly used and flexible legal forms for structuring investments and commercial activities via Luxembourg is the Limited Liability Company ("S.à r.l.").

Over the years, this corporate form has been commonly used and has become the most popular corporate form implemented in Luxembourg. As shown by a 2014 Luxembourg National Institute for Statistics and Economic study, S.à r.l. represent more than 60% of the commercial companies implemented in Luxembourg over the past few years⁽²⁾.

The S.à r.l. has shown its efficiency in Luxembourg and the legislature has seized the opportunity to add some flexibility and dynamism to Luxembourg corporate law, which is

welcome from a business perspective. At a national level, this change is expected to increase flexibility from a business perspective in Luxembourg and promote, encourage and facilitate growth, employment as well as innovation.

At an international level, this measure is part of a European move to introduce more flexibility into company law. Thus, based on French, Belgium, German and Dutch experiences, Luxembourg has introduced the opportunity to create a simplified limited liability company ("S.à r.l.-S").

The S.à r.l.-S is a reply to a market need. For would-be entrepreneurs, three main issues can become roadblocks: (i) How to offer commercial visibility with brand name distinct from the name of the entrepreneur? (ii) how to limit liability and protect the assets of the entrepreneur? and (iii) how to reduce implementation costs as much as possible, as all your cash is needed to finance your development. This new vehicle is the perfect answer to the constraints of all entrepreneurs as it creates a cost efficient and flexible form with a supervised scope.

A cost efficient and flexible form

The new S.à r.l.-S adds even more flexibility and cost efficiency to the Luxembourg business framework.

By comparing the S.à r.l.-S with its big sister, the "classic" S.à r.l., cost efficiency is the first positive point. An expenditure of more than 13,000 euros is necessary to implement an S.à r.l., while

an S.à r.l.-S can be established for less than 200 euros. The minimum paid-up capital amounts to 12,394.68 euros for an S.à r.l. and only 1 euro for an S.à r.l.-S. This cost efficiency measure is accompanied by the creation of a legal reserve that exists in order to finance in a soft way the paid-up capital of an S.à r.l. Furthermore, implementation of an S.à r.l.-S does not require payment of notary fees and is subject to a less expensive registration cost than for an S.à r.l. registration.

The S.à r.l.-S introduces more flexibility in comparison to the S.à r.l. by allowing the choice of implementation either by a private or a notary deed instead of requiring a notary one. This implies that the creation process is quicker and more efficient than for the S.à r.l. In addition, the S.à r.l.-S does not have any limit of duration, which allows entrepreneurs to perform business under favorable conditions without being limited by time.

A supervised scope

The S.à r.l.-S aims to facilitate accession to the S.à r.l. corporate form. In this context, the paid-up capital of an S.à r.l.-S will not exceed 12,394.68 euros in order to provide for the possibility to opt for an S.à r.l. form when the entrepreneur has sufficient funds to move from the stage of the S.à r.l.-S to the stage of the S.à r.l.

When the move to the S.à r.l. is possible, the entrepreneur will transform his S.à r.l.-S into an S.à r.l. by notarial deed. The fact that the S.à r.l.-S does require a minimum paid-up capital of 1 euro is not a problem from a financing perspec-

tive given that the entrepreneur will have the possibility to allow securities in case of needs of financing needs from suppliers or from a bank.

Furthermore, the corporate object of the S.à r.l.-S should be construed as activities or professions for which a business license is required, as well as some other liberal professions. Its shareholding structure has to be composed by at least one natural person, a single natural person will not be entitled to have shareholdings in more than one S.à r.l.-S (exceptional rules apply) and a legal person cannot have a shareholding in an S.à r.l.-S.

Conclusion

The new S.à r.l.-S is adequately named as it makes it simple to create a new business by improving flexibility and cost efficiency for entrepreneurs, encouraging them to launch their ventures/projects.

* Hugues Henaff is a Tax Partner and Guilhem Becvort is an Associate with ATOZ

The authors may be contacted at:
Hugues.Henaff@atoz.lu
Guilhem.Becvort@atoz.lu
www.atoz.lu

1) Projet de loi ayant pour objet d'instituer la société à responsabilité limitée simplifiée et portant modification de 1^{er} la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ; et
2^e la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.
2) STATEC, « Répertoire Systématique – Les entreprises luxembourgeoises », 2014 (page 8).